

**AUGUSTE JAQUES**  
**photographe du renouveau**  
**(Orléans 1945-1955)**

**Exposition présentée aux archives**  
**départementales du Loiret**  
**du 20 septembre au 28 novembre 2008**



**Le magasin Jaques au cœur de l'îlot 4 en 1945**



**Le nouveau magasin au n°13 rue Bannier**

## AUGUSTE JAQUES (1886-1963)

Jean Auguste Jaques est né en Suisse, à Fleurier, dans le canton de Neuchâtel, le 13 septembre 1886. Il débute sa carrière de photographe à Berck-Plage au début du XX<sup>e</sup> siècle, puis travaille à Paris, dans le monde du théâtre, photographiant notamment les artistes de la Comédie française. Cherchant à s'établir à son compte, il s'installe en 1911 à Orléans, comme successeur d'A. Petit, à la *Grande photographie moderne*, au 123 rue Bannier. L'*Annuaire général d'Orléans* de cette année le présente ainsi : *Maison A. Petit, A. Jaques successeur, portraitiste*. Il propose à sa clientèle des travaux « toutes grandeurs, tous genres, tous prix ». Il y a alors dix photographes à Orléans. De cette période de l'activité d'Auguste Jaques, de nombreux portraits doivent encore demeurer dans les albums des familles orléanaises. La photographie d'Aline Casalis, épouse de Désiré Rivierre, antérieure à 1915, conservée par l'arrière-petite-fille de l'industriel, est d'autant plus précieuse que le fonds personnel d'Auguste Jaques a été détruit en 1940. Le 6 mars 1916, le photographe épouse une Orléanaise dont il aura sept enfants.

En 1922, il transfère son magasin plus près du cœur de la cité, en ouvrant un studio au 19 rue Bannier. De cette période de l'entre-deux-guerres, les archives départementales possèdent de beaux clichés de l'intérieur de la chambre de commerce d'Orléans.

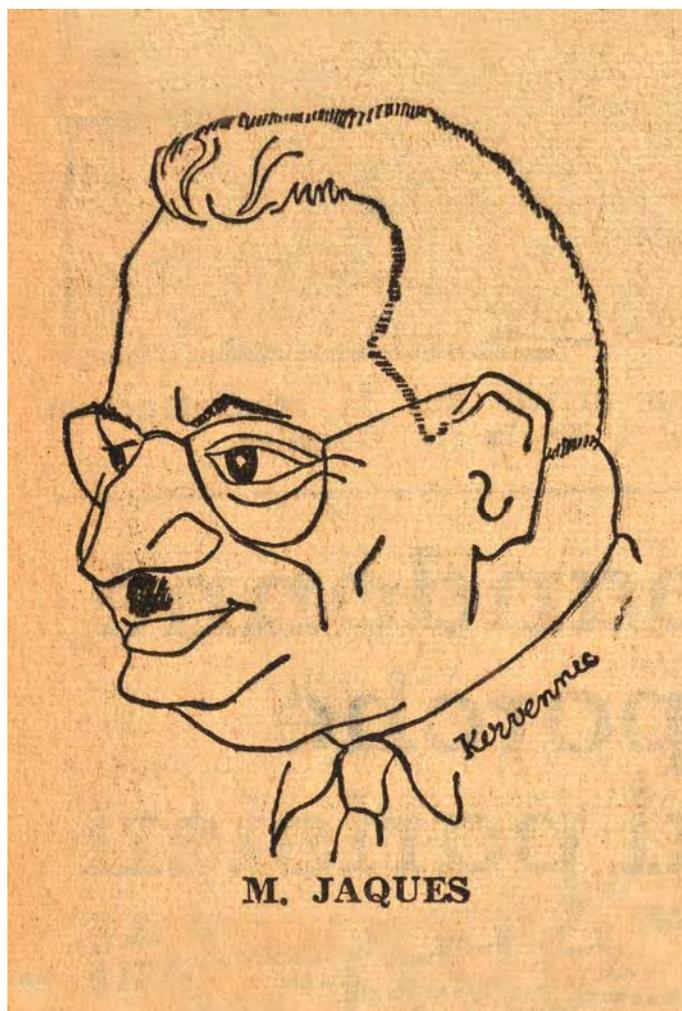
Survient le bombardement du 15 juin 1940. Le magasin Jaques est anéanti, comme les immeubles voisins du bas de la rue Bannier. Grâce à sa réactivité, il obtient le droit de reconstruire une boutique provisoire sur l'emplacement initial, alors que les commerces sinistrés sont regroupés sur les boulevards extérieurs. C'est ainsi qu'en 1945, sur le chantier de la reconstruction, au cœur de l'îlot 4 expérimental, on a cette vision insolite d'un baraquement commercial cerné par les immeubles qui s'élèvent peu à peu. L'inscription *Photo A* sur un pan de mur et le parcours en caillebotis aménagé pour y accéder témoignent de la volonté d'Auguste Jaques de maintenir son activité sur les lieux.

Pour achever l'îlot, il faut bien finir par raser sa boutique. Il n'est donc pas surprenant que le premier magasin ouvert rue Bannier, le 11 décembre 1947, soit celui d'Auguste Jaques. Dans la rubrique *La renaissance d'Orléans*, l'événement est salué par *La République du Centre* en ces termes : « Le nouveau magasin, revêtu de marbre, est élégant et donne une fort bonne impression de ce que sera ce coin de la rue Bannier lorsque tous les autres commerçants seront réinstallés ». Il est installé sur la parcelle n°432, bientôt connue sous le n° 11, puis 13 de la rue.

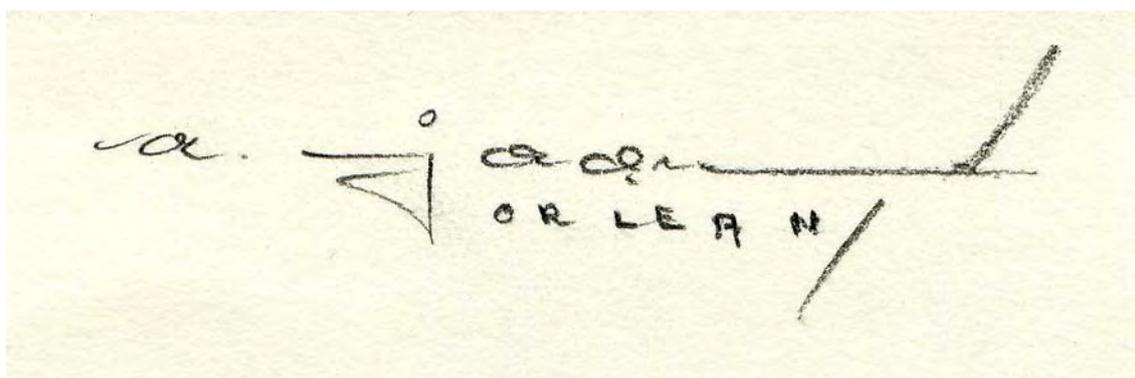
C'est donc à cette troisième adresse de la rue Bannier qu'Auguste Jaques poursuit son activité. « Doyen des commerçants de la rue », il prend une part active à l'animation du quartier, en tant que président du comité des commerçants. Photographe attitré de la reconstruction du centre-ville d'Orléans, il travaille pour les entreprises du Bâtiment désireuses de fixer les étapes de ce chantier laboratoire mené par l'État. On lui doit donc de nombreux clichés techniques qui sont autant de jalons pour l'histoire de l'urbanisme orléanais. À la fin du chantier, Auguste Jaques continue à faire des reportages industriels, dans les usines nouvelles ou rénovées (Manufacture des tabacs, Rivierre-Casalis, Hungaria, Michelin) et chez les commerçants du centre. Il mène en parallèle une activité de photographe traditionnel, révélée par les annonces passées dans la presse locale. Nombre de jeunes Orléanais lui doivent le cliché fixant le souvenir de leur communion.

En 1957, à l'âge de 71 ans, Auguste Jaques prend sa retraite, laissant le magasin à son fils Jean-Pierre. Il meurt à Orléans le 22 mai 1963.

Depuis 1993, le n°13 de la rue Bannier n'est plus voué à la photographie. Le souvenir de cette activité persiste néanmoins, puisque le fonds de négatifs « industriels » de la période 1945-1957 a été remis aux archives départementales en 2002 par M. Jean-Noël Boulay, son successeur (désormais établi à Beaugency), en plein accord avec les enfants d'Auguste Jaques. Qu'ils soient ici remerciés d'avoir ainsi contribué à enrichir le patrimoine du département.



**Caricature d'Auguste Jaques par Kervennic  
(*La République du Centre* du 21 décembre 1949)**





## **AUGUSTE JAQUES, PHOTOGRAPHE DE LA VILLE EN RECONSTRUCTION**

**En juin 1940, les bombes allemandes anéantissent le centre ville d’Orléans. Le magasin d’Auguste Jaques, situé au bas de la rue Bannier, est détruit. Ses clichés témoignent des dégâts causés dans ce quartier.**

**Il est aussi le photographe de la reconstruction qu’il suit, jour après jour, en particulier celle de l’îlot n°4 (Bannier - Colombier – Illiers - Minimes), choisi par le ministère de la Reconstruction comme chantier expérimental national. Là, sont testés les procédés de construction préfabriquée sous la direction de l’architecte Pol Abraham.**

**Au fil des îlots, des vues surprenantes montrent les vieilles façades dégagées tandis que s’élèvent les immeubles standardisés.**

### **Les ruines**

L’offensive allemande atteint Orléans dans la nuit du 14 au 15 juin 1940 : la *Luftwaffe* bombarde la RN 20 qui traverse la ville par les rues Bannier et Royale afin d’empêcher les troupes françaises de se replier au sud de la Loire et de faire sauter les ponts. Déserté, le centre ville brûle pendant plusieurs jours. Après le déblaiement des décombres, achevé en mars 1941, seuls émergent du désert environnant quelques édifices moins atteints.

### **Rue du Tabour : la maison de Jeanne d’Arc et les maisons de la Porte Renard**

La maison de Jacques Boucher, trésorier du duc d’Orléans qui a hébergé Jeanne lors du siège de 1429 et qui est depuis désignée comme *Maison de Jeanne d’Arc*, n’a pas été immédiatement abattue mais, trop endommagée pour être conservée, elle sera reconstruite à l’identique en 1965. Seul demeure aujourd’hui le pavillon de style Renaissance construit par Jacques Androuet Du Cerceau, désormais connu sous le nom de *pavillon Colas des Francs*.

Les maisons voisines, dites *maisons de la Porte Renard*, construites au XVI<sup>e</sup> siècle, ont moins souffert et leurs façades seront conservées. L’immeuble abrite actuellement le Service départemental de l’architecture et du patrimoine.

## La construction préfabriquée

Le bilan des bombardements de juin 1940 est lourd, puisque 681 immeubles sont détruits et 695 endommagés. À la fin de la guerre, les autorités ont donc un vaste champ de ruines à relever dans les quartiers du centre-ville. Dès 1940, des plans de reconstruction ont été élaborés et ils ont été approuvés par le gouvernement de Vichy en 1941. Toutefois, si le déblaiement est rapidement mené à bien, la reconstruction n'est entreprise qu'à la fin de la guerre.

Le défi de la reconstruction est double : il faut bâtir vite et à moindre coût. En 1943, le Commissariat à la Reconstruction a organisé des concours pour mettre en valeur des procédés nouveaux, reposant sur la préfabrication, susceptible de réduire la main d'œuvre et d'industrialiser la construction. En février 1945, le ministre de la Reconstruction, Raoul Dautry, est favorable au lancement d'un chantier expérimental national, mené aux frais de l'État. Le choix se porte sur un des îlots de la reconstruction d'Orléans. La direction de ce chantier laboratoire de 8 000 m<sup>2</sup> est confiée à l'architecte Pol Abraham (1891-1966), théoricien et praticien de la préfabrication, qui partage sa mission avec les architectes locaux Robert Boitel, Henri Durin et Paul Leroux.

### Corniche préfabriquée

On met donc en œuvre sur l'îlot n°4 les parements et cadres de fenêtres préfabriqués en pierre reconstituée. Ce procédé, mis au point par Croizat et Angeli et appliqué par les entreprises Dumont-Besson et Pradeau-Morin, consiste à monter les parements extérieurs et intérieurs sans échafaudage, à partir de « blocs-croisées » mis en place de façon temporaire jusqu'au coulage d'un béton maigre entre les deux plans de parement. Les équipements de chauffage et de salle de bain, standardisés et fabriqués industriellement, peuvent être aussi montés dans des délais très courts.



## Les îlots reconstruits

### Vue d'un immeuble en construction le long de la rue Bannier, 21 février 1946

Il faudra près de trois ans pour mener à bien la construction de l'îlot n°4, délimité par la rue Bannier, la rue du Colombier, la rue d'Illiers et la future rue des Minimes. Cet ensemble de dix-sept immeubles de trois ou quatre étages, souvent appelé « îlot Bannier », comporte 62 logements. Sur cette vue plongeante, le regard est attiré par le magasin de M. Jaques, cerné par le chantier, et toujours en activité malgré les travaux ! L'œil exercé remarque, accrochés à un pan de mur, des blocs-croisées témoins. L'espace déblayé s'étend jusqu'à la rue de la Lionne, englobant également l'îlot n°1 (Lionne-Bannier-Colombier-Bœuf-Saint-Paterne).



### L'îlot n°7, état des travaux, 30 juin 1949

L'îlot n°7, délimité par les rues des Carmes, du Grenier à sel, d'Illiers et la future rue des Minimes, n'est pas un îlot d'État. Sa reconstruction est confiée à l'Association syndicale des sinistrés et financée par un emprunt. Les travaux débutent en 1948 et s'achèvent deux ans plus tard. Dix-sept immeubles de quatre étages y sont construits, soit 92 logements et une vingtaine de commerces. Un emplacement est réservé le long de la nouvelle place de Gaulle pour la construction de la poste centrale entreprise en 1951.

Auguste Jaques embrasse ici un vaste panorama : au fond à gauche, l'église de l'ancien couvent des minimes, devenue magasin des archives départementales depuis 1913, dresse son pignon presque intact. A l'intérieur, tout a brûlé, mais l'édifice, classé monument historique en 1941, sera conservé et rendu à sa destination en 1959. Derrière se profile l'immeuble placé à l'angle de la rue des Minimes, fraîchement reconstruit (îlot n°4). Au-delà de la grue, on aperçoit la place du Martroi, la Chancellerie et le haut de la rue Royale. Au premier plan commence à s'élever l'immeuble bordant la rue d'Illiers, construit, à l'instar de ceux pris en charge par l'État, grâce aux techniques de préfabrication.

### Vue panoramique de l'îlot n°7, 5 juin 1949

Ce montage, réalisé à partir de trois clichés, donne à voir l'ampleur du chantier. Le photographe couvre ainsi l'ensemble de l'îlot dont la façade s'arrondit au carrefour des rues d'Illiers et des Minimes. Au fond, derrière la cabane de chantier, la vue s'étend jusqu'à la place du Marché de la Porte Renard, où se dresse encore l'imposant bâtiment de l'ancien hôtel des postes, construit en 1899-1901.

### **La rue Royale : vue du chantier de l'îlot n°29 (entre la rue du Vieux Marché et la rue d'Avignon), 8 mars 1951**

À la veille de la seconde guerre mondiale, la rue Royale, fleuron de l'architecture de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, avait quelque peu perdu son caractère monumental, puisque les arcades du rez-de-chaussée avaient été masquées par les devantures rectilignes de nombreux commerces. La plus grande fantaisie régnait sur les façades, malgré une inscription tardive, en 1928, à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Plusieurs îlots furent détruits en juin 1940, les dégâts provenant surtout de l'incendie prolongé des maisons qui furent ensuite déblayées et abattues sans souci de sauver ce qui pouvait l'être.

Jusqu'en 1945, la question de sa reconstruction alimente les polémiques. Faut-il profiter des circonstances pour redonner à la rue son apparence du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou bien faut-il saisir l'occasion de la remplacer par une percée « moderne », digne de la capitale régionale qu'Orléans ambitionne de devenir ?

Sous l'impulsion du maire Pierre Chevallier, un projet conciliant le respect du parti d'origine, le développement attendu de la circulation automobile et les exigences commerciales, finit par l'emporter. Il est donc décidé de rétablir les arcades et de ménager un passage abrité pour les piétons en reculant les vitrines des magasins. Ainsi la rue, débarrassée des trottoirs, peut-elle être élargie. La reconstruction des immeubles détruits, entreprise en 1948, s'achève en 1954, suivie par la transformation des immeubles non sinistrés.



## AUGUSTE JAKES, PHOTOGRAPHE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Auguste Jaques réalise des reportages à la demande d'entreprises orléanaises. Sans prétendre à l'exhaustivité, ces images qui témoignent de différents aspects de la vie industrielle locale, sont déjà pour la plupart devenues des souvenirs d'une époque révolue.

De la Manufacture des Tabacs, créée en 1883 à Orléans, à l'usine Michelin, implantée en 1951 à La Chapelle-Saint-Mesmin, en passant par les machines agricoles Rivierre-Casalis et les ballons de sport *Hungaria*, on assiste à la mise en valeur d'activités industrielles aussi bien anciennes, redynamisées par la création de zones consacrées au secteur secondaire, que nouvelles, favorisées par l'essor économique de l'après-guerre.

### La Manufacture des Tabacs d'Orléans

Orléans doit l'implantation d'une manufacture de tabacs à un contexte historique : d'une part la perte des manufactures de Strasbourg et de Metz en 1871, associée à une augmentation de la consommation, d'autre part la volonté des élus locaux de fournir des emplois à la population. La ville qui offre le double atout de la proximité avec Paris et du moindre coût de sa main d'œuvre est choisie par le gouvernement en 1883. L'activité démarre deux ans plus tard par la fabrication de cigares, puis se développe : allumettes en 1890, scarferlati en 1897 et cigarettes en 1898 (les *Élégantes*, puis les *Françaises* (1904) et les *Gauloises* (1912). A la veille de la guerre, en 1939, l'usine qui ne produit plus de cigares depuis trois ans, emploie 500 personnes. Les bombardements de mai 1944 endommagent plusieurs ateliers ; cependant l'activité reprend rapidement.

Dans les années de l'après-guerre, des chaînes modernisées permettent la fabrication de *Gauloises* et de paquets de scaferlati. Dix ans plus tard, la S.E.I.T.A. choisit de concentrer son appareil de production. Elle ne recrute plus de personnel pour l'usine orléanaise et cesse d'y investir. La fabrication est arrêtée en 1982. La manufacture des tabacs d'Orléans n'est pas démolie, elle est transformée et réhabilitée pour accueillir la Direction régionale des affaires culturelles.



### **Vue intérieure de la Manufacture des Tabacs d'Orléans**

Cette photographie illustre une des phases de production des cigarettes. On remarque les torréfacteurs où les hommes réceptionnent le tabac, et les machines sur lesquelles les femmes sont chargées de la mise en paquets.

### **Le centre de recherches des tabacs de Fleury-les-Aubrais**

Juste avant la seconde guerre mondiale, un bureau technique ou centre d'essais est créé à la manufacture d'Orléans. En 1951, la cohabitation avec les services de production devient impossible et la S.E.I.T.A. profite de la création de la zone industrielle proche de la gare de Fleury-les-Aubrais pour installer le nouveau C.E.R.T.T.A. (Centre d'Etudes et de Recherches Techniques des Tabacs), inauguré à la fin de 1953. Ce centre a pour mission de perfectionner, rationaliser et développer les procédés de fabrication, avant leur généralisation dans les usines. Sur un terrain de 2,5 ha, l'établissement est composé d'une vaste usine sous sheds, d'un ensemble de bâtiments pour la direction et les services sociaux. Ce centre est toujours en service. On y perfectionne les machines, on y étudie les effets de la fumée et on y réduit le taux de nicotine et de goudron.

### **L'usine Michelin de La Chapelle-Saint-Mesmin**

À l'aube des années 50, Michelin qui emploie 22 000 personnes à Clermont-Ferrand et qui possède une douzaine d'usines dans le monde, cherche un second site en France. Ce sera, près d'Orléans, La Chapelle-Saint-Mesmin, commune géographiquement bien située entre Clermont-Ferrand et Paris et bien desservie par les réseaux ferré et routier. L'usine qui s'étend sur 19 hectares, est construite entre l'été 1950 et l'automne 1951. Elle est conçue pour la production de pneus à carcasse métallique pour poids lourds dont les premiers sont fabriqués en novembre 1951. L'année suivante, commence la production de chambres à air. Entreprise « modèle », Michelin construit des pavillons pour loger ses cadres et agents de maîtrise. L'usine où les centaines d'ouvriers travaillent huit heures d'affilée, est également dotée d'une infirmerie. Son château d'eau qui culmine à 54 m sera longtemps le deuxième de France pour la hauteur. L'usine chapelloise, victime de l'évolution des techniques, a mis fin à son activité industrielle en 1991. La démolition du site a eu lieu en 2006-2007.



## **Les Établissements Rivierre-Casalis, rue de Coulmiers, Orléans.**

La mécanisation de l'agriculture, particulièrement en Beauce, fit naître dans la région orléanaise de nombreuses entreprises qui fournissaient machines à battre et locomobiles. La principale fut la maison Cumming qui prospéra sous le Second Empire. En 1886, son directeur Désiré Rivierre fonda sa propre entreprise, rue de Coulmiers à Orléans. En 1910, il construisit la première presse française à liage automatique. A partir de 1922, l'entreprise, devenue société anonyme sous le nom d'*Établissements Rivierre-Casalis*, se consacra à la fabrication des presses à paille en long. Elle créa la presse-batteuse à foin et la presse-botteuse pour moissonneuse-batteuse.

Si l'usine est épargnée par les bombardements de 1940, ceux de 1944 la détruisent presque en totalité. À la Libération, son propriétaire n'est pas autorisé à reconstruire sur place, en milieu urbain. En attendant la construction d'une nouvelle usine sur un terrain de la zone industrielle de Fleury-les-Aubrais, de 1950 à 1954, une activité se poursuit sur l'ancien site, ce qui explique la présence de matériel agricole sur la place Dunois, toute proche. A partir de 1955, la production des presses ramasseuses-botteuses se fera à grande échelle dans l'usine neuve sous sheds qui fermera ses portes en 2000.



## Les Établissements Pradet, rue de Bagneaux, Saint-Jean-de-La-Ruelle

*Une usine orléanaise assure la moitié de la production française de chaussures de sport... Ainsi titrait La République du Centre le 4 octobre 1950.*

Henri Plaut débute son activité de fabricant de chaussures en 1919, avec cinq ouvriers, au n°62<sup>bis</sup> de l'avenue Dauphine à Orléans. En 1925, il s'installe au 1<sup>bis</sup> rue Pasteur, en association avec Jean-Marie Pradet. Là, 150 personnes fabriquent ballons et chaussures de sport dans un bâtiment devenu trop exigü après la guerre. En 1950, l'entreprise Pradet et C<sup>ie</sup> fait construire une nouvelle usine dans la zone industrielle de Saint-Jean-de-la-Ruelle, rue de Bagneaux. La capacité de production passe de 150 à 250 ballons et de 750 à 1 000 paires de chaussures par jour, soit en effet la moitié de la production française.

Les articles portent la marque *Hungaria*, du nom de l'équipe hongroise de football. En 1951, les produits de la marque assurent la victoire de Nice au championnat de France, puis en 1953 celle de Reims. Les victoires se succèdent grâce au fameux ballon « scaphandre ». Les années passent, jusqu'au rachat de la marque par un concurrent en 1976. En 1983, la fabrication est arrêtée et l'usine est définitivement fermée en 1987.



## AUGUSTE JAQUES, PHOTOGRAPHE DU DYNAMISME COMMERCIAL

Au gré des commandes qui lui sont passées, Auguste Jaques donne à voir d'anciens magasins de la rue Bannier dont certains, comme la boulangerie du n° 127, existent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et d'autres flambants neufs, car installés dans les îlots reconstruits. Mais que les immeubles soient historiques ou récents, les commerçants de l'après-guerre ont à cœur d'aménager leurs boutiques pour satisfaire la clientèle. Certaines photographies les montrent à peine achevées, encore dépourvues de marchandises.

Une place à part doit être réservée au magasin d'habillement Lang dont les nombreuses vitrines de la rue du Colombier renouvellent en permanence l'intérêt des passants.

### La renaissance du quartier Bannier

Vieille artère commerçante orléanaise, première victime des bombardements de juin 1940, la rue Bannier, dans sa partie basse proche de la place du Martroi, est aussi la première à être reconstruite. Les îlots n°1, 2, 4 et 5 (périmètre des rues de la Lionne, de la République, d'Illiers et des Minimes) sont édifiés aux frais de l'État entre 1945 et 1949, avant que ne débutent les chantiers privés. Le premier magasin, celui d'Auguste Jaques, ouvre en décembre 1947 ; la plupart des commerçants sinistrés se réinstallent au cours des années 1948 et 1949. L'importance de la reprise de l'activité commerciale est attestée par le caractère solennel donné à chaque ouverture. A chaque fois, le maire se déplace pour une petite inauguration qui réunit quelques personnalités de la reconstruction dans la boutique neuve et fait l'objet d'un compte rendu dans la presse.

### Vue du bas de la rue Bannier reconstruite

Sur ce cliché, pris en 1951 ou 1952, tous les commerçants sinistrés du début de la rue Bannier sont réinstallés dans les immeubles neufs. Du 7 au 15, on reconnaît la *Librairie de la presse* (janvier 1951) qui succède à la chapellerie *Rega* (avril 1949 - décembre 1950, puis transférée au n°18), la parfumerie *Violetta* (mai 1950), le tabac *Au Maryland* (février 1948), le magasin d'Auguste Jaques (décembre 1947), le marchand de radios *Ferry*, la maroquinerie *Pernot* (novembre 1948) et la confiserie *Auvray* (décembre 1948). En face, au premier plan et à l'angle de la rue de la Cerche, *La Crémière* (mai 1950) offre son grand magasin vitré dont le pan coupé en arc de cercle rompt avec les lignes droites des immeubles de l'îlot n°4. En haut de l'image, on aperçoit la base de la sculpture de Gili, évoquant la renaissance d'Orléans. Les rails du tramway ont été déposés en novembre 1950.



## Vitrine des lots du festival de la rue Bannier, 21 décembre 1949.

*Rue Bannier, la rue qui renaît !* Pour relancer l'activité commerciale, un comité se constitue, présidé par Joseph Lucet, puis par Auguste Jaques. La première manifestation, le *festival Bannier*, a lieu en décembre 1949, quand la plupart des commerçants ont pris possession des boutiques neuves. Des jeux sont proposés aux passants, des cadeaux aux acheteurs. Le festival s'achève par le tirage des lots offerts par les commerçants : un vélomoteur, des bicyclettes, un canapé, etc., exposés dans la vitrine du garage Pellé. Suivront, en 1950, une *triple journée commerciale* et, en 1951, un *festival d'été*.



## Le magasin Lang

Le magasin d'habillement Lang est une des plus anciennes enseignes orléanaises, puisque la présence d'une boutique de chemiserie est attestée dès 1878 place du Martroi. Elle change d'adresse à plusieurs reprises (rue Bannier au n°77, puis au n°14-16) avant de se fixer en 1896 au n°53 de la place du Martroi, à l'angle de la rue Bannier. Le 15 juin 1940, le magasin, atteint par une bombe, brûle. Le commerce, exploité depuis 1904 par les Lang, famille d'origine alsacienne, ne reprend son activité qu'en 1944, au n°8 rue de la Lionne. Après la reconstruction de l'îlot n°4, Georges et Jacques Lang ne se réinstallent pas sur la place du Martroi, mais dans un vaste magasin à l'angle de la rue du Colombier et de la nouvelle rue des Minimes, dont l'inauguration a lieu le 17 mars 1949. Membre du comité des commerçants de la rue Bannier, Georges Lang est très présent dans la vie du quartier. Ses annonces publicitaires, presque quotidiennes dans les pages de *La République du Centre*, témoignent d'un exceptionnel dynamisme et d'un sens de la communication remarquable qui le différencie de ses concurrents. Ses vitrines qu'Auguste Jaques a fixées par dizaines sur la pellicule, réalisées par des étalagistes de talent, sont une véritable attraction : changées au fil des semaines, elles ambitionnent de séduire les clients par une profusion d'articles, une mise en scène animée et des actions de promotion régulières.

Malgré cette activité, la société Lang est déclarée en faillite en juillet 1957 et l'enseigne disparaît.



### **Présentation de la Rosengart Ariette**

En 1952, le constructeur automobile Lucien Rosengart (1881-1976), spécialiste de la petite voiture, lance le modèle *Ariette*. Vantée par la publicité comme « élégante, confortable, spacieuse, économique », elle est vendue à Orléans par le concessionnaire Billault, place de la Bascule, qui organise les 4 et 5 janvier une présentation officielle à la Salle des fêtes, en présence des autorités locales. Sur la photographie prise par Auguste Jaques, publiée par *La République du Centre* le lendemain, le maire René Dhiver pose donc entre un coupé 4 places et un cabriolet décapotable dont la vitesse maximale est de 90 km/h. Cette voiture, dotée d'un moteur trop peu puissant, ne réussira pas à lutter contre la concurrence et sa production sera arrêtée trois ans plus tard.



## Boutiques et vitrines

### **Intérieur du magasin de chaussures *André***

Le magasin de chaussures installé au n°10 de la rue de la République distribue la marque *André* depuis 1925. Auguste Jaques le montre rénové après la guerre. Une longue file de chaises et des boîtes impeccablement empilées attendent les Orléanais.

### **Vitrine du magasin de jouets *Récréation***

Le magasin *Récréation*, installé au n°70 rue Banner, a fait le bonheur des enfants de 1952 à 1984. Les locaux abritent désormais une armurerie, mais l'aménagement intérieur, avec son mobilier en bois, est toujours celui d'origine.

### **Intérieur de la boulangerie *Maugé***

Depuis 1886, il y a toujours eu une boulangerie au n°127 de la rue Banner. En 1950, le propriétaire est M. Maugé, créateur d'une spécialité : la *brique de Sologne*. Son magasin, flambant neuf, comporte désormais un salon de thé qui semble attendre ses premiers clients.





### **Le bar tabac *Au Sultan***

Cette photographie est à la charnière de deux époques : prise en 1951, elle figure l'ancien état du n°25 de la place du Martroi. Quelques mois plus tard, à la place du débit de tabac *Au Sultan* et de la boulangerie Congy, s'élèvera une nouvelle aile de la chambre de commerce d'Orléans. C'en sera fini de cette maison typique du XIX<sup>e</sup> siècle, à porte charretière, blottie au pied du monumental édifice et peu digne de lui, où se sont succédé les cabaretiers. Le *Sultan* ne disparaît pas pour autant puisqu'il rouvre ses portes à quelques mètres, à l'angle de la rue Charles Sanglier. Dès lors, le côté sud de la place du Martroi aura acquis l'homogénéité prévue au XVIII<sup>e</sup> siècle et jamais réalisée.

## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

BOITEL (Robert J.), « La reconstruction d'Orléans. Pol Abraham, architecte en chef », dans *Bull. Soc. arch. et hist. de l'Orléanais*, nouvelle série tome XII, n°98, octobre 1992, pages 3-16.

DURAND (Yves), « Projets et déboires de la reconstruction orléanaise après la Libération la « gare unique » et « l'îlot 4 », dans *Bull. Soc. arch. et hist. de l'Orléanais*, nouvelle série tome IX, n°70, octobre 1985, pages 5-36.

INGRAIN (Edouard), « Orléans au milieu du siècle », dans *Bull. Soc. arch. et hist. de l'Orléanais*, nouvelle série tome IX, n°70, octobre 1985, pages 37-70.

*La renaissance d'Orléans, reconstruction et urbanisme*. Numéro spécial de *La République du Centre*, avril 1945, 28 pages.

*Pol Abraham, architecte, 1891-1966*. Ouvrage publié à l'occasion de l'exposition présentée au Centre Georges Pompidou du 5 mars au 2 juin 2008, 214 pages.



## **Exposition présentée aux archives départementales du Loiret du 20 septembre au 28 novembre 2008**

Commissariat, recherches documentaires et rédaction des textes : Annie Henwood, conservateur en chef du patrimoine, adjointe au directeur des archives départementales du Loiret

Numérisation et retouches, réalisation du montage audiovisuel : Franck Meunier et Luc Volland, photographes aux archives départementales du Loiret

Tirages photographiques : Benoît Voisin, Orléans et *Espace Image*, Chécy

Actualités cinématographiques de 1946 : Gaumont Pathé Archives

Montage de l'exposition : Franck Meunier et Luc Volland

Communication : direction de la communication du conseil général



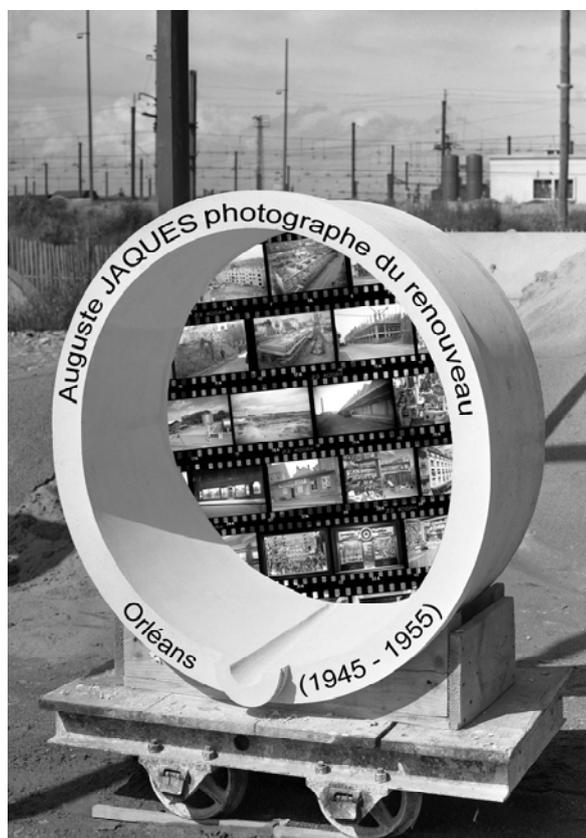
**La rue du Tabour après les bombardements de juin 1940**

## REMERCIEMENTS

Notre reconnaissance va en premier lieu aux enfants d'Auguste Jaques, M<sup>me</sup> Claude Racaud et M. Jean-Pierre Jaques, pour l'aide qu'ils nous ont apportée, ainsi qu'à M. Jean-Noël Boulay qui nous a remis le fonds de clichés de son prédécesseur, Auguste Jaques (coté 31 Fi aux archives départementales).

Nous remercions vivement les institutions et les personnes qui ont bien voulu nous prêter des documents et des objets ou nous ont permis de les reproduire :

- Archives municipales d'Orléans (M<sup>mes</sup> Martine Vincent et Christelle Bruant)
- ALTADIS (M<sup>me</sup> Suzanne Ougergouz et M. Philippe Follenfant)
- Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, Paris (M<sup>mes</sup> Concetta Collura et Christine Sorin)
- Château de Chamierolles (M<sup>me</sup> Florence Vassal)
- Gaumont-Pathé Archives (Mmes Camille Bitaud et Louise Doumerc)
- Mairie de Saint-Jean-de-la-Ruelle (M<sup>me</sup> Frédérique Perrotin)
- Mairie de La Chapelle-Saint-Mesmin (Mme Catherine Wisniewski)
- Médiathèque d'Orléans (M. Michel Marion et M<sup>me</sup> Marie Maignaut)
- Musée national du Sport, Paris (M<sup>mes</sup> Laurène Bertrand et Claire Vasdeboncoeur)
- M. Daniel Badan, M. Philippe Bel, M. Berthemy, M<sup>me</sup> Marinette Bonnier, M<sup>me</sup> Joëlle Borderie, M. Bernard Espeut, M<sup>me</sup> Fauchoux, M. Jean-Pierre Jaques, M<sup>me</sup> Layec, M. Loïc Le Polotec, M. Jacques Maure, M<sup>me</sup> Claude Racaud, M<sup>me</sup> Muguette Rigaud, M. Richaume, M. et M<sup>me</sup> Thauvin, M. Bertrand Vavasseur, M. Francis Voland



Montage photographique F. Meunier